

Traité de coopération en matière de brevets (PCT) **Comité de coopération technique**

Trentième session
Genève, 8 – 12 mai 2017

PROLONGATION DE LA NOMINATION DE L'OFFICE ESPAGNOL DES BREVETS ET DES MARQUES EN QUALITE D'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SELON LE PCT

Document établi par le Bureau international

1. Toutes les administrations internationales existantes ont été nommées par l'Assemblée de l'Union du PCT pour une période s'achevant le 31 décembre 2017. En 2017, l'assemblée devra donc prendre une décision en ce qui concerne la prolongation de la nomination de chaque administration internationale existante qui souhaite demander une telle prolongation, après avoir sollicité l'avis du comité (voir les articles 16.3)e) et 32.3) du PCT). On trouvera des informations concernant la procédure applicable et le rôle du comité dans le document PCT/CTC/30/INF/1.

2. Le 28 février 2017, l'Office espagnol des brevets et des marques a présenté une demande de prolongation de sa nomination en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international selon le PCT. Cette demande est reproduite à l'annexe du présent document.

3. *Le comité est invité à faire part de son avis sur cette question.*

[L'annexe suit]

DEMANDE DE PROLONGATION DE LA NOMINATION DE L'OFFICE ESPAGNOL DES
BREVETS ET DES MARQUES
EN QUALITÉ D'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET
DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SELON LE PCT

1 – INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'Office espagnol des brevets et des marques (OEPM) a l'intention de présenter à la quarante-neuvième session de l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets sa candidature à la prolongation de sa nomination en qualité d'administration internationale.

Javier Vera, conseiller technique du département des brevets et de la technologie, sera le coordonnateur pour les autres membres du PCT/CTC.

2 – CRITÈRES MATÉRIELS : EXIGENCES MINIMALES POUR LES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Depuis 1993, l'OEPM a agi en qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT). En septembre 2001, l'OEPM a étendu ses activités en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, devenant ainsi la première administration compétente pour mener des recherches internationales et des examens préliminaires internationaux en espagnol. Cela a permis aux déposants hispanophones d'effectuer toutes les procédures de demande de brevet dans leur propre langue, réduisant ainsi le coût et la durée des procédures.

Depuis le début, l'OEPM a répondu à toutes les exigences de fond requises pour être une administration internationale du PCT. Cela comprend les nouvelles exigences telles que la mise en œuvre d'un système de gestion de la qualité, qui a été mis en place par le système du PCT ces dernières années.

2.1 – CAPACITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET D'EXAMEN

Règles 36.1.i) et 63.1.i) : l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder à la recherche et à l'examen.

Les effectifs techniques employés par l'OEPM sont composés de 127 examinateurs de demandes de brevet à plein temps. Ils sont entièrement constitués de fonctionnaires possédant les qualifications techniques requises pour procéder aux recherches et examens dans les différents domaines techniques (tels que l'ingénierie, l'architecture, la science, la physique, la chimie, notamment). En outre, le personnel doit maîtriser les langues étrangères à un niveau permettant de lire et de comprendre des textes techniques, en particulier les documents de brevet.

Les compétences requises pour la fonction d'examineur sont les suivantes :

A. Compétences linguistiques

En sus de l'espagnol, une excellente connaissance de l'anglais est obligatoire et des connaissances en français ou allemand sont vivement souhaitées. Ces compétences linguistiques devraient permettre à l'examineur de lire et d'interpréter des textes techniques dans son domaine technique.

B. Compétences en matière de droit des brevets

B.1 Une connaissance approfondie du PCT et du règlement d'exécution du PCT, des Directives concernant la recherche et l'examen et des autres parties pertinentes des directives et des instructions administratives est nécessaire. Les examinateurs devraient aussi avoir des connaissances sur les traités internationaux, notamment la Convention de Paris. La connaissance des traités pertinents pour le domaine de compétence de l'examineur devrait être considérée comme essentielle.

B.2 Outre ce qui précède, il y a un vaste corpus de savoirs et d'informations qui sont considérées comme utiles au travail d'un examinateur, tel que les directives et les instructions internes du PCT et leurs différences avec la CBE. Une connaissance du rôle essentiel de l'Accord sur les ADPIC et du contexte politique général est utile à la compréhension des aspects fondamentaux de la propriété intellectuelle.

C. Compétences techniques et analytiques

Un diplôme de niveau universitaire dans un domaine technique est obligatoire pour les examinateurs. Un examinateur doit être en mesure de se concentrer sur les questions techniques et de procédure essentielles et notamment de procéder à une analyse des revendications de manière compétente, de faire la synthèse des questions juridiques et techniques relatives aux demandes et de traiter les questions de clarté au niveau requis, en particulier en ce qui concerne les demandes dites "complexes".

La capacité de planifier et d'effectuer une recherche, optimiser la stratégie, effectuer des analyses de documents et déterminer leur pertinence technique primaire et secondaire est également essentielle, en sus de la capacité de travailler avec assiduité et de définir des priorités.

Une bonne connaissance des outils de recherche (Epoque, WPI, NPL, etc.) et des normes de l'OMPI est également utile pour améliorer le travail d'examen.

D. Compétences en classement

Une connaissance approfondie des systèmes de classement en général (CIB, CPC, F(I)-terms, etc.) et de leur philosophie de base est indispensable. Des connaissances sur leur application en vue de la classification de documents techniques sont aussi importantes que la conscience de leur utilité en tant qu'outils de recherche.

E. Compétences informatiques et utilisation d'outils électroniques

Tous les examinateurs doivent avoir des compétences en matière d'utilisation des systèmes de communication électronique internes et externes de l'office. Une connaissance approfondie des systèmes informatiques modernes utilisés à l'OEPM, tels que le système de traitement des brevets ALFA, est également obligatoire pour les examinateurs.

F. Compétences en stratégie de recherche et en recherche

Afin que chaque examinateur soit en mesure d'effectuer une recherche de qualité, les compétences en recherche sont d'une grande importance. Cela implique en premier lieu une compréhension de la façon dont les moteurs de recherche fonctionnent. Une parfaite connaissance de la composition et du contenu des bases de données ainsi que de leur importance pour certains domaines est également essentielle. En outre, l'élaboration de stratégies ciblées, une connaissance des bases de données les plus pertinentes à consulter et une connaissance suffisante du domaine technique concerné font partie des compétences de base d'un examinateur compétent afin qu'il soit en mesure de prendre une décision éclairée sur la portée de la recherche.

G. Compétences rédactionnelles

Tous les examinateurs doivent avoir la capacité de rédiger des opinions de manière structurée et compréhensible et de justifier leurs arguments par écrit.

Nombre d'employés qualifiés pour procéder à la recherche et à l'examen :

Domaine technique	Nombre (équivalent plein temps)	Expérience moyenne en tant qu'examineurs (années)
Mécanique	61	12
Électrique/électronique	26	14
Chimie	17	18
Biotechnologie	23	19
Total	127	15

Programmes de recrutement et de formation à l'Office espagnol des brevets et des marques

Un aperçu de la procédure de recrutement et des programmes de formation pour les nouveaux examinateurs et des activités de formation en cours pour les examinateurs en poste est présenté ci-dessous avec, dans chaque cas, la durée de ces formations.

RECRUTEMENT

En raison des particularités de la législation espagnole en matière de recrutement des fonctionnaires, la procédure de recrutement des examinateurs de brevets est extrêmement stricte. Seuls les candidats titulaires d'un diplôme dans un domaine technique, ayant d'excellentes compétences linguistiques et une connaissance de la législation nationale et internationale peuvent se présenter au concours de recrutement. Après cette étape, l'examineur de brevets doit démontrer sa capacité d'adaptation dans le cadre de son travail durant une période d'essai, à l'issue de laquelle une autre évaluation sera effectuée.

Le nombre d'examineurs requis ainsi que le domaine de spécialité sont déterminés afin d'assurer que les différences de charge de travail dans les domaines technologiques au fil du temps n'ont pas d'incidence significative sur la qualité en termes d'opportunité et d'exhaustivité.

De la même manière, le personnel administratif suit une procédure très exigeante pour devenir fonctionnaire, avec des exigences claires en matière de formation, de compétences linguistiques, de compétences informatiques et d'expérience.

A – Recrutement d'examineurs

Le recrutement d'examineurs se fait par mise au concours d'un nombre limité de postes et comprend quatre examens :

Premier examen : plus de 100 questions :

- a) administration publique espagnole;
- b) législation et réglementation nationale, européenne et internationale;
- c) information technologique et documentation.

Deuxième examen : sujets suivants :

- a) administration publique espagnole;
- b) législation nationale et réglementation européenne et internationale en matière de propriété industrielle (brevetabilité, nouveauté, activité inventive, procédures de délivrance, etc.);
- c) information technologique et documentation.

Troisième examen : examen pratique

- a) classement des documents de brevet;
- b) rapport de recherche.

Quatrième examen : langues : anglais et français ou allemand.

Les candidats qui réussissent les quatre examens sont admis en tant qu'"examineur en formation" et conservent ce statut pour une période d'au moins deux mois.

Les examineurs de brevets en formation suivent un cours intensif de deux mois sur les questions de propriété industrielle, les procédures nationales et les procédures dans le cadre du PCT, la recherche, l'examen et les bases de données.

À l'issue de ce cours initial de deux mois, les examineurs en formation doivent passer une évaluation finale. Les candidats qui la réussissent deviennent examineurs de brevets débutants de l'OEPM. Lorsqu'un examineur de brevets espagnol entre en fonction à l'OEPM, il bénéficie du tutorat d'un examineur principal durant six mois. Après cette période, le tuteur endosse le rôle d'assistant jusqu'à ce que l'examineur de brevets débutant devienne examineur de brevets principal (au terme d'une période de deux à trois ans).

B – Recrutement de personnel administratif

B1) Sélection dans le cadre de la fonction publique en Espagne.

L'OEPM est une institution indépendante relevant du Ministère de l'industrie, de l'énergie et du tourisme. L'accès à la fonction publique en Espagne est régi par la législation nationale, qui prévoit trois moyens d'accès différents par voie de concours, selon le statut des candidats au sein de la fonction publique. La procédure de sélection comprend différents examens.

B2) Sélection dans le cadre de l'OEPM.

Les candidats qui remplissent les conditions requises peuvent postuler. Ces conditions sont décrites dans le tableau ci-dessous :

Description du poste	Formations requises	Compétences spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ○ Examen formel et traitement des demandes internationales selon le PCT. ○ Contrôle, enregistrement et vérification des demandes selon le PCT 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Formations relatives à la propriété industrielle, aux procédures administratives nationales et au PCT. ○ Bureautique. Connaissances des bases de données 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Expérience en matière de procédures administratives ○ Connaissance des procédures administratives, en particulier dans le domaine de la propriété industrielle et du PCT. ○ Connaissance de l'anglais et/ou du français

FORMATION

L'OEPM emploie annuellement trois personnes chargées de l'élaboration des cours de formation en fonction des besoins des services de l'office. Ces personnes, avec l'aide de toutes les parties concernées, élaborent un programme de formation annuel. Le programme de formation annuel ainsi que les différents séminaires et cours sont évalués aux fins de l'élaboration des activités futures.

Il existe un programme de formation continue pour les examinateurs de brevets espagnols. L'OEPM organise chaque année des cours de formation générale ou de formation spécifique, notamment des cours sur les outils informatiques de base, des cours sur les procédures administratives générales ou sur la propriété industrielle, ainsi que des cours d'actualisation concernant tout changement en matière de procédures selon le PCT.

Un programme de formation harmonisé et continu portant sur les principaux sujets ayant un lien avec les compétences requises mentionnées ci-dessus pour les examinateurs est établi à l'intention du personnel. Ce programme comprend les éléments suivants :

- cours de formation en langues;
- séminaires sur le droit des brevets (révision de la procédure selon le PCT, nouvelles directives du PCT, etc.);
- compétences techniques et analytiques (cours techniques dans des domaines spécifiques, stages, programmes d'échange pour examinateurs);
- compétences informatiques et utilisation d'outils électroniques (EPOQUE Net, bases de données spécifiques, etc.);
- séminaires sur les systèmes de classification (CIB, CPC, F-terms);
- compétences en matière de recherche et d'examen (cours sur la nouveauté, l'activité inventive, les demandes complexes, l'absence d'unité, etc.).

Ces cours sont dispensés par les chefs de division et des examinateurs principaux expérimentés, ainsi que par des experts de l'OEB.

Règles 36.1.ii) et 63.1.ii) : cet office ou cette organisation doit avoir en sa possession au moins la documentation minimale de la règle 34, ou avoir accès à cette documentation minimale, laquelle doit être disposée d'une manière adéquate aux fins de la recherche et se présenter sur papier, sur microforme ou sur un support électronique.

Depuis plusieurs décennies, des efforts soutenus ont été déployés afin d'améliorer la documentation au sein de l'OEPM. À partir des formats traditionnels (papier, microfiche et microfilm) et grâce à l'évolution très rapide de la technologie, nous avons inclus des documents dans d'autres formats, sur CD et DVD. Ainsi, l'OEPM était déjà en mesure de garantir, au

début des années 90, un accès à la documentation minimale du PCT. Actuellement, les bases de données en ligne jouent un rôle clé en ce qu'elles facilitent et accélèrent l'accès à la documentation. Les outils électroniques pour les examinateurs et le personnel administratif font l'objet d'améliorations constantes. Une telle amélioration implique une actualisation constante de l'infrastructure informatique. Comme indiqué ci-dessous, l'OEPM bénéficie d'un accès aux bases de données les plus modernes et complètes, ce qui nous permet d'obtenir les informations les plus pertinentes sur les brevets ou la littérature non-brevet. En conséquence, l'OEPM bénéficie d'un accès complet à l'ensemble de la documentation conformément à la règle 34 du règlement d'exécution du PCT.

Accès à la documentation minimale du PCT aux fins de la recherche :

- X) Accès complet

Systemes de recherche :

Les systèmes informatiques ou les collections papier utilisées par l'OEPM pour la recherche de différents types d'état de la technique sont présentés ci-dessous.

Principales bases de données utilisées actuellement par l'OEPM

- EPOQUE Net, y compris l'accès à l'Index mondial des brevets Derwent (DWPI) (fournisseur : Clarivate Analytics); BIOSIS (fournisseur : Clarivate Analytics); COMPENDEX (fournisseur : Elsevier); EMBASE (fournisseur : Elsevier); SCIENCE DIRECT (fournisseur : Elsevier); INSPEC (fournisseur : IET); IEEE (fournisseur : Institution of Electrical and Electronics Engineers).
- Bases de données du réseau STN International, via la plateforme de STN express. Utilisées principalement dans les domaines suivants : chimie, pharmaceutique, alimentation et biotechnologie (les bases de données les plus utilisées sont Chemical Abstracts, Registry, FSTA et DGENE).
- L'OEPM utilise également de bases de données libres pour la recherche de séquences génétiques fournies par l'EBI.

Bases de données pour les collections en espagnol

- INVENES : la documentation en espagnol, qui est incomplète dans les bases de données de l'OEB, figure au complet à partir de 1826 dans cette base de données libre et accessible au public.
- LATIPAT : documentation rédigée en espagnol provenant des pays d'Amérique latine : plus de 2 500 000 documents provenant de 19 pays.

Littérature non-brevet; articles de revues

- L'OEPM puise la plupart des articles dans les bases de données en texte intégral, telles que celles d'Elsevier.
- D'autres articles peuvent être obtenus dans le cadre des accords conclus avec les bibliothèques universitaires espagnoles. Le Conseil des recherches scientifiques d'Espagne, qui dispose d'un des réseaux de bibliothèques spécialisées les plus complets, couvrant presque tous les domaines de la technologie, fournit à l'OEPM des copies des articles de littérature non-brevet sur demande.

- British Library : dans certains cas très spécifiques, la British Library fournit également des articles de littérature non-brevet à l'OEPM, à sa demande.

L'OEPM bénéficie d'un accès aux documents de brevet et à la littérature non-brevet bien plus large que la documentation minimale prévue par la règle 34. Par conséquent, l'OEPM satisfait largement aux exigences énoncées aux règles 36.1.ii) et 63.1.ii) du règlement d'exécution du PCT.

Règles 36.1.iii) et 63.1.iii) : cet office ou cette organisation doit disposer d'un personnel capable de procéder à la recherche et à l'examen dans les domaines techniques sur lesquels la recherche doit porter et possédant les connaissances linguistiques nécessaires à la compréhension au moins des langues dans lesquelles la documentation minimale de la règle 34 est rédigée ou traduite.

Avant d'entrer en fonction au sein de l'OEPM, chaque examinateur doit avoir de solides connaissances en anglais (obligatoire) ainsi qu'en français ou en allemand comme troisième langue. Cela permet à l'examinateur de lire et d'interpréter des textes techniques, en particulier les documents de brevet, dans le domaine technique correspondant.

Langues dans lesquelles les demandes nationales peuvent être déposées et traitées :

espagnol

Autres langues maîtrisées par un grand nombre d'examineurs :

anglais, français, allemand

Services proposés pour faciliter la recherche ou mieux comprendre l'état de la technique dans d'autres langues :

Le plan de coopération bilatérale entre l'Office européen des brevets et les États membres de l'Organisation européenne des brevets (y compris l'Espagne), dorénavant renouvelé pour la période 2016-2018, comprend notamment des projets dans le domaine de l'information et de la sensibilisation en matière de brevets et des services et outils informatiques relatifs aux brevets. L'objectif du projet "Formation générale en langues" (Catégorie A08 dans le cadre de la formation sur le réseau européen de brevets P02) est d'améliorer la maîtrise linguistique du personnel des offices nationaux de brevets en Europe qui mènent des activités dans le domaine des brevets. Il offre un soutien financier afin d'améliorer les compétences linguistiques du personnel des offices nationaux de brevets dont la langue maternelle n'est pas l'anglais, le français ou l'allemand. Les cours sont dispensés par les prestigieuses écoles de langues suivantes : British Council, Institut Goethe et Institut français. Les cours de langues sont proposés au personnel des offices nationaux de brevets sous forme de cours de formation individuels destinés à la haute direction et sous forme de cours collectifs destinés au personnel impliqué dans les activités concernant les brevets, tel que les examinateurs de brevets.

2.2 – GESTION DE LA QUALITÉ

Règles 36.1.iv) et 63.1.iv) : cet office ou cette organisation doit disposer d'un système de gestion de la qualité et de dispositions internes en matière d'évaluation conformément aux règles communes de la recherche internationale.

S'agissant de l'exigence selon laquelle l'office doit disposer d'un système de gestion de la qualité et de dispositions internes en matière d'évaluation conformément aux règles communes de la recherche internationale, l'OEPM fait référence à son rapport annuel sur son système de

gestion de la qualité existant, présenté au Bureau international en 2016, conformément au chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT.

Le rapport annuel présenté en 2016, fondé sur le modèle prévu à cet effet, peut être consulté en ligne à l'adresse <http://www.wipo.int/pct/en/quality/authorities.html>.

L'OEPM dispose d'un système de gestion de la qualité faisant l'objet d'une évaluation et d'une certification extérieures conformément à la norme ISO 9001:2008.

Le système est bien établi et tenu à jour, dans la mesure où il est opérationnel en tant que système de gestion de la qualité certifié depuis 2007.

L'adaptation du système de gestion de la qualité à la dernière version de la norme (ISO 9001:2015) se fera au cours de l'année 2017.

3 – CHAMP D'APPLICATION VISE

Langue dans laquelle les services seraient proposés :
espagnol

États ou offices récepteurs pour lesquels l'administration serait compétente :
L'OEPM est compétent pour traiter les demandes internationales déposées auprès des offices récepteurs suivants (ou auprès du Bureau international lorsque le déposant est ressortissant ou résident d'un de ses États membres) (par ordre alphabétique) : Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou et République dominicaine. En principe, l'OEPM serait prêt à proposer ses services à tout autre office récepteur autorisant le dépôt de demandes internationales en espagnol.

Limitations du champ d'application :
L'OEPM, en vertu de l'article 17.2)a)i) et de l'article 34.4)a)i), respectivement, n'est pas tenu d'effectuer la recherche internationale ou l'examen préliminaire international s'il considère que la demande internationale concerne un objet visé à la règle 39.1 ou à la règle 67.1 (objets pour lesquels la recherche et l'examen ne sont pas obligatoires), selon le cas, à l'exception de tout objet pour lequel la recherche ou l'examen préliminaire est effectué dans le cadre de la procédure de délivrance de brevets conformément aux dispositions de la loi espagnole n° 24/2015 du 24 juillet 2015 sur les brevets.

L'OEPM n'effectue pas de recherches internationales supplémentaires.

4 – ÉNONCÉ DES MOTIVATIONS

L'OEPM prévoit de demander la prolongation de sa nomination en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le Traité de coopération en matière de brevets (PCT).

L'objectif de notre participation au système du PCT est de favoriser la recherche et l'innovation en rendant la protection internationale des brevets et modèles d'utilité plus attrayante et plus accessible pour les inventeurs, les universités et les entreprises, en particulier les PME. Ainsi, nous tenons à souligner l'importance pour l'Espagne de continuer à jouer un rôle clé dans le système international de propriété intellectuelle en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international afin de garantir que le système du PCT soit accessible aux utilisateurs qui désirent déposer une demande en espagnol.

L'Espagne est fermement convaincue que la protection et la promotion de la propriété intellectuelle favorisent la croissance économique et le développement et reconnaît le rôle essentiel que joue l'OMPI dans le développement d'un système international de propriété intellectuelle équilibré et efficace qui favorise l'innovation et la créativité dans l'intérêt de tous.

L'Espagne est devenue partie au PCT le 16 novembre 1989. Par la suite, l'OEPM a été nommé en tant qu'administration chargée de la recherche internationale par l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets en 1993 et a commencé à assurer ce rôle en 1995. En 2001, l'OEPM a été nommé en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international et a commencé à agir en cette qualité en 2003.

Grâce à la solide expérience acquise dans le cadre du PCT, les experts de l'OEPM ont conseillé et aidé d'autres offices désireux de devenir une administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international. L'évaluation effectuée récemment par notre office concernant l'Institut turc des brevets en est un exemple récent.

Il convient de souligner que l'Espagne est un des États membres prenant part au projet pilote relatif au traitement électronique des documents dans le cadre du PCT. Il ne s'agit pas du premier programme concernant l'échange électronique d'information entre deux offices auquel l'OEPM a participé, dans la mesure où notre office participe également au projet de mise en œuvre de l'utilisation de l'OEB. Dans le cadre de ses activités techniques, l'OEPM travaille en étroite collaboration avec l'OMPI à la promotion de l'utilisation des normes de l'OMPI en matière d'échange de données.

L'OEPM s'engage en faveur du traitement numérique des demandes. Le développement d'outils sur mesure permet une gestion efficace de la phase de dépôt et du traitement des demandes. Toutes les demandes de protection de droits de propriété intellectuelle peuvent être déposées par voie électronique auprès de l'OEPM et les examinateurs disposent de plusieurs outils de gestion qui leur permettent de simplifier les procédures et de réduire le temps de traitement.

L'Espagne s'efforce de maintenir et d'améliorer les normes de qualité du PCT et de contribuer à sa bonne réputation. Tel qu'il ressort du rapport annuel sur les systèmes de gestion de la qualité, l'OEPM est certifié en vertu de la norme ISO 9001:2008 pour la procédure selon le PCT, entre autres.

Malgré la situation économique difficile ces dernières années, l'OEPM a toujours investi dans le recrutement de nouveaux examinateurs de brevets et la formation de son personnel afin de le maintenir à jour et de garantir que les rapports respectent un haut niveau de qualité. Tous les examinateurs de l'OEPM sont spécialisés dans un domaine technique, parlent couramment l'espagnol et l'anglais au moins et travaillent à plein temps à des tâches liées aux brevets (recherche, examen, classement, etc.).

Ces efforts ont permis d'améliorer la rapidité d'exécution et la qualité des rapports de l'OEPM.

L'Espagne a toujours contribué aux activités liées au PCT en Amérique latine et a participé notamment à l'organisation annuelle du séminaire régional sur le PCT en Amérique latine par le fonds fiduciaire de l'Espagne auprès de l'OMPI. En outre, l'OEPM a activement contribué à la création d'un manuel sur la qualité pour les offices récepteurs en Amérique latine. La collaboration avec l'Amérique latine dans le domaine de la propriété industrielle a toujours constitué une priorité pour l'OEPM. Notre travail en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international en espagnol a ainsi contribué à répondre aux demandes de recherche en Espagne et en Amérique latine également. L'OEPM s'est toujours engagé pour la promotion de l'espagnol en tant que langue technologique.

Compte tenu de ce qui précède, l'OEPM a œuvré pour que les documents de brevet disponibles en espagnol soient complets et exhaustifs. À cet égard, il convient de mentionner le projet LATIPAT, dont le but est de tenir à jour une base de données libre sur les brevets, en espagnol et en portugais, contenant des informations sur les brevets de tous les pays d'Amérique latine. LATIPAT est un projet de coopération entre l'OMPI, l'Office européen des brevets (OEB), l'OEPM et 19 offices de propriété industrielle d'Amérique latine.

L'OEPM continue à œuvrer pour répondre aux besoins de ses déposants espagnols par le biais d'activités de sensibilisation, de formation et de services à la clientèle. Cela comprend un programme de formation en matière de sensibilisation à la protection de l'innovation à l'étranger. En 2016, plus de 200 ateliers et conférences ont été organisés dans différents centres de recherche, universités et institutions. En outre, un service d'examineurs "sur demande" a été créé afin de fournir une assistance gratuite aux déposants (en personne, par téléphone ou par courriel) en matière de procédures nationales et selon le PCT et un "service de soutien aux PME" a été établi afin de fournir gratuitement des informations aux entrepreneurs et aux PME.

Une enquête de satisfaction approfondie des utilisateurs du système du PCT et des titulaires de brevets a été menée en 2015-2016 afin d'évaluer le niveau de satisfaction en ce qui concerne les services proposés par l'office. Plus de 500 utilisateurs ont répondu à cette enquête. L'indice de satisfaction générale concernant les services fournis par l'OEPM dans le cadre du PCT était de 3,97 sur 5, dénotant dans tous les domaines une nette amélioration par rapport aux années précédentes.

Pour conclure, il convient de souligner que l'OEPM est profondément engagé dans l'ensemble des comités et groupes de travail de l'OMPI concernant le PCT. Les experts espagnols participent activement au système international de propriété industrielle et formulent des propositions afin d'y contribuer dans l'intérêt des utilisateurs.

5 – ÉTAT CANDIDAT

Emplacement géographique



Espagne et pays voisins

Appartenance à des organisations régionales :

L'Espagne est membre des organisations suivantes actives dans le domaine de la propriété intellectuelle :

- Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)
- Organisation européenne des brevets (OEB)
- l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO)
- Programme ibéro-américain de la propriété industrielle (IBEPI)

Population : 46,77 millions (2015)

PIB par habitant : 23 290 euros (2015)

Estimation des dépenses nationales en recherche-développement (pourcentage du PIB) : 1,22% (2015)

Nombre d'instituts universitaires de recherche : 83 universités (2015)

Présentation du réseau national de centres d'information en matière de brevets (par exemple, bibliothèque des brevets, centres d'appui à la technologie et à l'innovation) :

- Bibliothèques de brevets :

L'Espagne a créé sa propre base de données relative aux brevets afin de permettre un accès libre à la documentation en matière de brevets en espagnol : base de données INVENES, base de données LATIPAT (<https://www.oepm.es/en/invenciones/index.html>).

La documentation en matière de brevets en espagnol est également disponible via Espace Net (<https://es.espacenet.com/>) et PATENTSCOPE (<https://patentscope.wipo.int/search/es/search.jsf>).

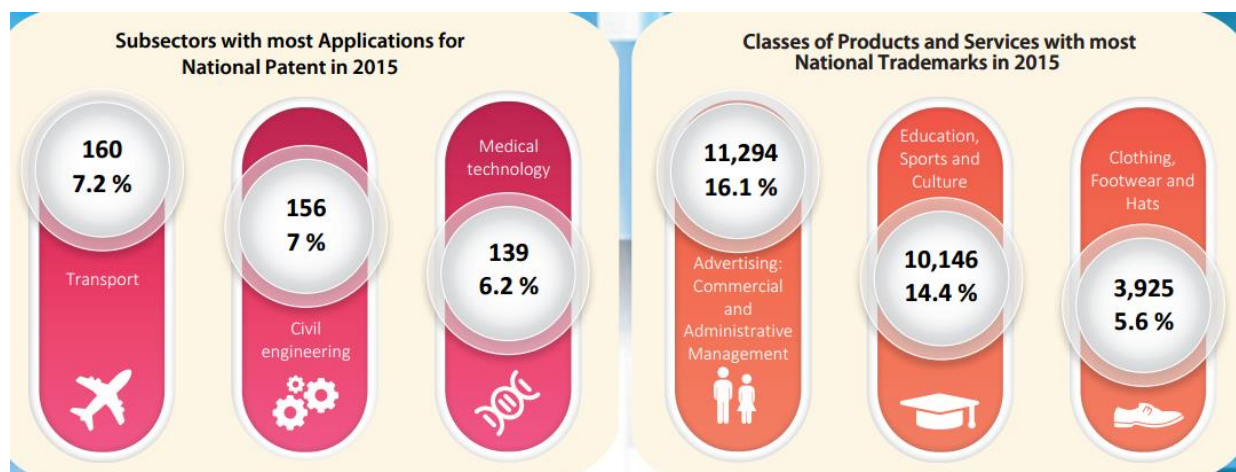
- Centres d'appui à la technologie et à l'innovation :

L'Espagne est organisée en 17 communautés autonomes. L'Espagne a créé un réseau de centres d'appui à la technologie et à l'innovation couvrant 16 de ses communautés.

Les informations de contact de chaque centre régional sont disponibles sur le site Web de l'OEPM à l'adresse

http://www.oepm.es/es/propiedad_industrial/enlaces_de_interes/centros_regionales_informacion_propiedad_industrial/index.html.

Principales industries locales :



Principaux partenaires commerciaux : pays de l'Union européenne (Allemagne, France, Italie, Portugal et Royaume-Uni), États-Unis d'Amérique et Maroc.

Informations complémentaires importantes :

Plan national de l'Espagne pour la recherche scientifique et technique et pour l'innovation (2013-2016) :
(http://www.idi.mineco.gob.es/stfls/MICINN/Investigacion/FICHEROS/Spanish_RDTI_Plan_2013-2016.pdf).

6 – PROFIL DES DEMANDES DE BREVET

Nombre de demandes nationales de brevet reçues – par domaine technique

Année / Domaine technique	2012	2013	2014	2015	2016
Mécanique	1 618	1 629	1 374	1 348	1 378
Électrique/électronique	833	764	749	701	604
Chimie	584	504	579	548	627
Biotechnologie	326	236	329	285	228
<i>Total</i>	<i>3 361</i>	<i>3 133</i>	<i>3 031</i>	<i>2 882</i>	<i>2 837</i>

La table de concordance CIB – technologie de l'OMPI est utilisée pour le classement des données¹

- Le domaine mécanique comprend les groupes IV et V de la table
- Le domaine électrique/électronique comprend les groupes I et les sous-groupes II.9, II.10 et II.12
- Le domaine de la chimie comprend les sous-groupes II.11, III.14, III.17 et III.19 à III.24
- Le domaine de la biotechnologie comprend les sous-groupes III.15, III.16 et III.18

¹ http://www.wipo.int/ipstats/fr/statistics/technology_concordance.html.

Nombre de demandes nationales de modèles d'utilité reçues – par domaine technique

Année Domaine technique	2012	2013	2014	2015	2016
Mécanique	1 880	2 024	2 084	1 729	1 791
Électrique/électronique	438	404	410	432	325
Chimie	191	193	183	154	291
Biotechnologie	8	12	12	13	15
<i>Total</i>	<i>2 517</i>	<i>2 633</i>	<i>2 689</i>	<i>2 328</i>	<i>2 422</i>

Nombre de demandes nationales de brevets et modèles d'utilité reçus – par voie de dépôt

Année Voie	2012	2013	2014	2015	2016
Premier dépôt national/priorité interne	5 683	5 538	5 579	5 057	5 121
Priorité selon la Convention de Paris	195	228	141	153	155
Phase nationale du PCT	136	126	170	164	73

Nombre de demandes internationales reçues en tant qu'office récepteur

Année Domaine technique	2012	2013	2014	2015	2016
Mécanique	596	548	624	570	471
Électrique/électronique	378	335	350	304	266
Chimie	415	431	428	411	341
Biotechnologie	247	229	256	197	156
<i>Total</i>	<i>1 636</i>	<i>1 579</i>	<i>1 658</i>	<i>1 482</i>	<i>1 234</i>

Principaux offices/États faisant l'objet d'une revendication de priorité dans les demandes nationales :

Principaux offices/États par ordre d'importance : États-Unis d'Amérique, Japon, France, Allemagne et Italie.

Délai moyen d'instruction des demandes de brevet nationales

Indicateur	À compter de	Délai (mois)
Jusqu'à la recherche et le premier examen ² .	Dépôt	9,7 mois pour les brevets nationaux
		Aucune recherche n'est effectuée pour les modèles d'utilité
Jusqu'à la délivrance	Dépôt	11,01 mois dans les cas où le déposant a choisi la procédure accélérée (20% des demandes) 20,85 mois pour les procédures ordinaires
		4,2 mois pour les modèles d'utilité (9,2 mois pour les demandes faisant l'objet d'une opposition, 2,8% du nombre total de demandes)

Données de 2016

Demandes nationales en attente de traitement

Mesure	Nombre de demandes
Toutes les demandes en instance (en traitement avant la décision finale)	4 063 Brevets 768 Modèles d'utilité
Demandes en attente de la recherche et du premier examen ² (taxes correspondantes payées)	502 Brevets Aucune recherche n'est effectuée pour les modèles d'utilité

Données du 31 janvier 2017

7 – APPUI NÉCESSAIRE

À ce stade, l'office ne considère pas qu'il faille solliciter l'aide du Bureau international ou d'autres États contractants pour respecter les exigences applicables au renouvellement de sa nomination ou pour l'efficacité des procédures de recherche internationale et d'examen préliminaire international de l'OEPM.

Cela dit, l'OEPM considère le travail effectué par le Bureau international et les administrations internationales comme très utile et en tire avantage grâce aux ressources mises à la disposition des États contractants du PCT et aux échanges et réunions organisées pour partager et diffuser les pratiques recommandées.

8 – AUTRES

Coopération internationale

La coopération entre l'OEPM et les autres offices de propriété intellectuelle et organisations internationales s'est révélée essentielle pour échanger des informations et harmoniser les pratiques en matière de propriété intellectuelle.

² La procédure nationale de l'Espagne comprend une opinion écrite avec les résultats de la recherche. C'est pourquoi le premier examen est effectué à ce stade.

En plus de consolider les relations, ces initiatives protègent les droits de propriété intellectuelle et en font la promotion via des partenariats basés sur l'échange d'informations, les pratiques recommandées et les activités de formation, ce qui permet un partage d'expériences au profit de tous.

L'OEPM a conclu plusieurs accords "Patent Prosecution Highway (PPH)" avec d'autres offices de la propriété industrielle (Chine, Colombie, Finlande, Fédération de Russie, Japon, Mexique, Turquie et Maroc). L'idée de ces accords PPH est de promouvoir le partage du travail et de permettre aux déposants d'exiger le traitement accéléré de leur demande. L'office a également conclu plusieurs accords en vertu du PCT et relatifs au PPH concernant des produits du PCT. En outre, en 2014, l'OEPM a intégré le projet mondial PPH qui permet aux déposants d'exiger le traitement accéléré de leur demande auprès de n'importe lequel des 22 offices concernés.

En outre, l'OEPM a établi des programmes de coopération bilatérale avec plusieurs pays (Argentine, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Corée, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Israël, Jordanie, Maroc, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, République dominicaine, Russie, Singapour, Turquie et Uruguay). Ces mémorandums d'accord définissent un cadre de travail au sein duquel les offices de la propriété intellectuelle partagent leurs données d'expérience et programmes de formation, collaborent dans le cadre de la recherche et de l'examen ou échangent des données afin de renforcer le système international de brevets.

Dans le cadre de ces programmes bilatéraux, l'OEPM a lancé un programme de formation en matière de recherche et examen des brevets (CIBIT). L'objectif principal de ce programme est de former les examinateurs de brevets latino-américains à l'utilisation de différentes bases de données et à l'utilisation de différents services d'information en matière de technologie.

Les relations avec l'Amérique latine dans le domaine de la propriété industrielle ont toujours été l'une des priorités de l'OEPM. C'est dans cet esprit que le Fonds fiduciaire de l'Espagne auprès de l'OMPI (FIT/ES) a été créé en 2004. Depuis lors, de nombreux projets ont été soutenus par ce fonds. On peut citer à titre d'exemple le projet LATIPAT visant à créer une base de données libre en espagnol et en portugais contenant des informations en matière de brevets provenant de tous les pays d'Amérique latine. Ce projet a été conçu comme une base de données servant d'outil de référence mondial. Par ailleurs, des séminaires interrégionaux pour les magistrats et procureurs latino-américains ont été organisés annuellement. L'objectif de ces séminaires est de renforcer la protection de la propriété industrielle et de promouvoir une interprétation uniforme de la législation en vigueur en matière de propriété industrielle. Ce fonds fiduciaire a également permis la création d'un manuel harmonisé de critères utilisés pour l'enregistrement de signes distinctifs pour les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine, qui sert d'outil de référence pour la gestion administrative et technique de la procédure d'enregistrement des marques. Il a aussi financé la création d'un manuel en matière de brevets pour les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine, qui définit des lignes directrices communes relatives à l'examen des demandes de brevet dans les pays participants.

En outre, l'OEPM a conclu un accord de coopération avec la fondation CEDDET afin de proposer des cours en ligne destinés aux parties prenantes latino-américaines en matière de propriété intellectuelle, telles que les examinateurs, magistrats et procureurs. Ces cours visent à renforcer le système de la propriété intellectuelle à l'échelle internationale en créant un réseau d'experts en propriété intellectuelle, principalement en Amérique latine.

Par ailleurs, l'OEPM organise depuis 1982, en coopération avec l'Académie de l'OMPI, un cours sur les marques intitulé "Curso de Formación Interregional sobre Marcas y aspectos comunes de la Propiedad Industrial", destiné aux examinateurs des marques latino-américains des différents offices de propriété intellectuelle dont les tâches nécessitent une connaissance

approfondie du système international de la propriété intellectuelle. Ce cours d'une semaine comprend est dispensé par des experts des marques et comprend des discussions de groupe sur certains sujets liés à la propriété intellectuelle et plusieurs études de cas.

L'OEPM a également conclu un mémorandum d'accord avec l'OMPI sur la coopération en matière de diffusion de la propriété intellectuelle. Les experts de l'OEPM ont participé à différents événements en Moldavie, en Ouzbékistan, en Slovénie et en Ukraine en vue de répondre aux besoins de cette région en matière de formation académique et d'améliorer le niveau des professionnels de la propriété intellectuelle dans cette région.

Pour conclure, l'OEPM entretient une coopération fructueuse avec l'EIPO et l'OEB, ce qui permet à notre office de se maintenir à jour en ce qui concerne les outils informatiques et les bases de données sur la propriété intellectuelle, et s'efforce d'harmoniser et de rationaliser les procédures et d'accroître la prévisibilité au profit des utilisateurs.

Nouvelle loi sur les brevets

Le 25 juillet 2015, une nouvelle loi sur les brevets (Loi n° 24/2015 du 24 juillet 2015) publiée dans le bulletin officiel espagnol a remplacé la loi n° 11/1986 sur les brevets. Cette nouvelle loi sur les brevets entrera en vigueur le 1^{er} avril 2017.

L'objectif principal de la nouvelle loi sur les brevets est d'harmoniser le cadre réglementaire de l'Espagne au regard des principes établis par la Convention sur le brevet européen et le Traité de coopération en matière de brevets, afin de simplifier et d'accélérer la procédure de protection des inventions, de consolider la sécurité juridique et de garantir ainsi des "titres solides" aux inventeurs.

La nouvelle loi sur les brevets de l'Espagne apportera un certain nombre de changements concernant à la fois les procédures de délivrance et les procédures d'application.

Les principaux changements concernant la procédure de délivrance sont les suivants :

- Une procédure unique de délivrance de brevets. Il y aura une procédure de délivrance unique dans le cadre de laquelle les critères de brevetabilité seront examinés; l'ancienne loi sur les brevets comportait un double système offrant deux possibilités au déposant, qui pouvait soit suivre la procédure ordinaire (délivrance sans examen de fond de la nouveauté et de l'activité inventive) soit demander une procédure spéciale comprenant un examen de fond des conditions de brevetabilité.

La nouvelle loi sur les brevets prévoit une procédure unique comprenant un rapport de recherche (et une opinion écrite) ainsi qu'un examen obligatoire de la nouveauté, de l'activité inventive et de l'application industrielle. En conséquence, des brevets "forts" seront délivrés.

- Une simplification de la procédure de délivrance des brevets. La procédure sera simplifiée afin d'accorder davantage de temps au déposant pour décider de continuer ou non le traitement de la demande et/ou de déposer une demande à l'étranger.
- Un système d'opposition aux brevets après leur délivrance sera mis en place et remplacera l'actuel système d'opposition avant la délivrance. Toute opposition dans le cadre du nouveau système doit être déposée dans un délai de six mois à compter de la date de délivrance.

9 – ÉVALUATION PAR D'AUTRES ADMINISTRATIONS

L'OEPM agit en qualité d'administration internationale depuis 1995 et demande la prolongation de sa nomination. En principe, elle ne sollicitera donc pas l'aide d'autres administrations internationales, tel que cela est recommandé aux offices candidats à cette nomination pour la première fois.

Au contraire, l'OEPM a fourni son aide à un autre office afin d'évaluer dans quelle mesure ce dernier remplit les critères applicables à la nomination en tant qu'administration internationale.

Entre décembre 2015 et mars 2016, l'OEPM a procédé à une évaluation de l'Institut turc des brevets afin de lui fournir une assistance technique dans le cadre de sa procédure de nomination en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le PCT conformément aux nouvelles exigences pour les offices des brevets candidats à une nomination en qualité d'administration internationale selon le PCT. Le résultat final de cette assistance a consisté en un rapport d'évaluation soumis par l'OEPM, qui a servi à l'Institut turc des brevets dans le cadre de sa demande de nomination en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le PCT. En mai 2016, le Comité de coopération technique (CTC) a décidé à l'unanimité de recommander sa nomination à l'Assemblée de l'Union du PCT, qui l'a nommé en tant que telle.

À titre d'exemple des activités en cours entre les administrations internationales qui échangent des informations en matière de bonnes pratiques, l'OEPM prend part à des activités d'harmonisation des recherches en Europe dans le cadre du PCT conformément au protocole sur la centralisation de la Convention sur le brevet européen qui régit la coopération entre l'Office européen des brevets (OEB) et les autres administrations chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international en Europe (il y en a 7 actuellement, dont l'OEB). Un Comité permanent pour l'harmonisation des activités des administrations (PCHSA) et trois groupes de travail (qualité, outils et formation), composés de représentants de chaque office, ont été créés et se réunissent périodiquement. La coopération porte sur les procédures et les méthodes de recherche, les qualifications requises pour le recrutement et la formation des examinateurs, des directives pour l'échange de résultats de recherche, l'échange de dossiers d'harmonisation et d'autres services entre les offices ainsi que d'autres mesures nécessaires à la mise en place du contrôle et de la surveillance requis.

Pour conclure, comme autre exemple de collaboration entre les administrations et de pratique recommandée, on peut citer la participation de l'OEPM, avec trois autres administrations, au programme pilote d'audit du système de gestion de la qualité d'autres offices sur la base des rapports établis conformément au chapitre 21. À la suite de ce projet pilote, cet examen collégial a été adopté pour les réunions futures du sous-groupe chargé de la qualité en tant que bonne pratique pour l'échange d'idées et la construction de réseaux.

[Fin de l'annexe et du document]